

ACTE D'ENGAGEMENT ET CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(AE-CCAP)

**MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE
RELATIVE AUX BÂTIMENTS ET
INFRASTRUCTURES DE LA DIRECTION DES
SYSTÈMES D'OBSERVATION DE MÉTÉO-
FRANCE**

MARCHÉ n° 2536F0066

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Engagement

Entre d'une part,

Le pouvoir adjudicateur : l'établissement public administratif MÉTÉO-FRANCE,

Situé 73 avenue de Paris – 94165 Saint-Mandé Cedex

(Téléphone : 01.77.94.77.94 – Télécopie : 01.77.94.70.05)

représenté par la **Présidente Directrice Générale** ou son représentant par délégation sis, 42 avenue Gaspard Coriolis – 31057 Toulouse Cedex 1

ci-après dénommé « **Météo-France** »,

et d'autre part,

L'ENTREPRISE :

Adresse du siège social :

SIRET :

Domiciliation bancaire :

Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé RIB	Domiciliation bancaire
IBAN (International Bank Account Number)			BIC (Bank Identifier Code)	

Représentée par :

agissant au nom et pour le compte de ladite société en qualité de :

- ☐ Représentant légal de l'entreprise.
☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Déclarant : ☐ Renoncer au bénéfice de l'avance.

☐ Ne pas renoncer au bénéfice de l'avance

Si aucune des deux cases n'est cochée, cela vaut acceptation du bénéfice de l'avance

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché sont exécutées :

- ☐ par le siège.
☐ par l'établissement suivant :

Nom :

Adresse :

Numéro unique d'identification SIRET :

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »,

Il est convenu ce qui suit :

Table des matières

Engagement.....	2
Cahier des clauses administratives particulières.....	5
1. Objet du marché public.....	5
2. Forme du marché public.....	5
3. Durée du marché public.....	5
4. Montant du marché public.....	5
5. Documents contractuels.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	6
7. Notification des informations et des décisions.....	6
8. Définition du besoin.....	6
9. Modalités d'exécution des prestations.....	6
9.1. Exclusivité.....	6
9.2. Conditions d'exécution des prestations forfaitaires (partie ordinaire).....	6
9.3. Conditions d'exécution des prestations à bon de commandes.....	6
9.4. Délais maximum de livraisons des livrables.....	7
9.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	7
10. Opérations de vérifications et de réception.....	7
10.1. Décision d'admission.....	7
10.2. Décision d'ajournement.....	7
10.3. Décision de rejet.....	7
11. Obligations du titulaire.....	8
11.1. Assurances.....	8
11.2. Obligations environnementales du titulaire.....	8
11.3. Accès réglementé aux locaux.....	8
11.4. Secret professionnel.....	8
11.5. Transfert des données.....	9
11.6. Information et conseil.....	9
12. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	9
13. Propriété intellectuelle.....	9
13.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	10
13.2. Régime des résultats.....	10
14. Protection des données personnelles.....	10
15. Établissement des prix.....	10
15.1. Définition.....	10
15.2. Coefficient multiplicateur sur la Mission 2.....	10
15.3. Révision des prix.....	10
16. Paiements.....	11
16.1. Avance.....	11
16.2. Modalités de paiement.....	11
16.3. Intérêts moratoires.....	11
16.4. Établissement des factures.....	12
17. Cession ou nantissement des créances.....	12
18. Pénalités.....	12
18.1. Pénalités pour retard pour la partie forfaitaire.....	12
18.2. Pénalités pour retard pour la partie à bons de commande.....	13
18.3. Modalités d'application des pénalités.....	13
19. Pièces et attestations à fournir.....	13
19.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	13
19.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	13
19.3. Liste nominative du personnel étranger.....	14
19.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	14
20. Résiliation.....	14
21. Litiges et attribution de juridiction.....	15
22. Dérogations.....	15
23. Signatures.....	15

Cahier des clauses administratives particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet **la réalisation de prestations de mission d'assistance technique relative aux bâtiments et infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation de Météo-France.**

2. Forme du marché public

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

Ce marché est un marché composite :

- Une partie des prestations est passée sous la forme d'un marché ordinaire ;
- L'autre partie est passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois la date de fin de validité du marché.

3. Durée du marché public

Le marché public est passé pour une durée de trois ans ferme à compter de sa date de notification.

4. Montant du marché public

Les montants des prestations forfaitaires figurent à l'annexe financière pour la partie 2.1.1. Audit préventif des sites radar.

La partie du marché à bons de commande est passée sans montant minimum mais avec un montant maximum fixé à 70 000 € HT sur toute la durée du marché.

5. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (AE-CCAP) N° 2536F0066 dûment signé et son annexe financière N° 2536F0066 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) N° 2536F0066 et ses annexe(s) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
4. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

Le mémoire technique doit être rédigé en français. Si toutefois des annexes techniques n'étaient pas fournies en langue française, le titulaire s'engage à en produire la traduction, à ses frais, à la simple demande de Météo-France. Cependant, si une différence d'interprétation existait en cours d'exécution du marché entre la version française et la version étrangère de ces pièces, seule la version française aurait force de loi entre les parties.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les prestations forfaitaires commencent à s'exécuter par ordre de service pour la partie ordinaire du marché et, pour la partie accord-cadre, les bons de commandes peuvent être passés à compter de la notification du marché pour la partie à prix unitaires.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

7. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

8. Définition du besoin

Les besoins et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) N°2536F0066.

9. Modalités d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées dans les conditions définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2536F0066 et selon l'offre technique détaillée.

9.1. Exclusivité

Certaines prestations du marché ne sont pas réservées au titulaire : ce dernier ne dispose pas d'exclusivité pour les missions de la partie **Mission 2 – Assistance technique de l'annexe financière**.

9.2. Conditions d'exécution des prestations forfaitaires (partie ordinaire)

Les prestations forfaitaires concernent vingt-neuf (29) sites radar (cf. – Annexe 1 – carte réseau radars et Annexe 2 – Liste des sites) et portent sur la réalisation d'audit préventif conformément à l'article 2.1.1 du CCTP.

Le commencement d'exécution des prestations relatives à l'audit préventif des sites Radar est acté par la notification d'un ordre de service au titulaire par Météo-France. Il précise le périmètre à auditer, le montant forfaitaire, les délais d'exécution.

Le forfait comprend tous les frais annexes à la mission (déplacement, restauration, hébergement...).

9.3. Conditions d'exécution des prestations à bon de commandes

Les prestations à bons de commandes sont :

- les prestations d'audit préventif des autres équipements d'observation (article 2.1.2 du CCTP) ;
- les missions d'assistance technique de diagnostic et de faisabilité (article 2.2.1 du CCTP) ;
- les prestations d'assistance à la passation des marchés de travaux (article 2.2.2 du CCTP) ;
- les prestations d'assistance au suivi et à la réception des travaux (article 2.2.3 du CCTP) ;
- les prestations de rédaction de cahier des charges de prestataires (article 2.2.4 du CCTP).

Les bons de commandes pour ces prestations sont établis au fur et à mesure des besoins de Météo-France pendant toute la durée du marché.

Les bons de commandes sont adressés au titulaire et précisent le détail des prestations commandées sur la base du tarif indiqué sur l'annexe financière.

Les bons de commandes datés et numérotés comportent le cas échéant :

- la référence de l'accord-cadre : N° 2536F0066 ;
- la nature de la prestation commandée ;

- les prix unitaires et totaux des prestations commandées ;
- Le délai d'exécution ;
- l'adresse de facturation.

Pour les prestations de 2.2.1 à 2.2.4 de l'annexe financière (Mission 2), en cas de changement de tranche de travaux, un bon de commande de régularisation à la hausse comme à la baisse est établi par Météo-France et transmis au titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis durant toute la période de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut toutefois dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du marché.

9.4. Délais maximum de livraisons des livrables

Les livrables des différentes prestations sont indiquées dans les délais fixés soit sur l'ordre de service pour la partie forfaitaire soit sur le bon de commande pour la partie à bons de commande.

9.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG/PI, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG/PI, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG/PI.

10. Opérations de vérifications et de réception

Les prestations objet du présent marché sont soumises à vérification. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par Météo-France **dans d'un délai de quarante cinq (45) jours** à compter de la fourniture des livrables.

A l'issue des opérations de vérification, Météo-France prononce soit :

- l'admission,
- l'ajournement,
- le rejet.

10.1. Décision d'admission

Si les opérations de vérification sont positives, Météo-France prononce l'admission des livrables par une certification du service fait valant procès-verbal d'admission.

10.2. Décision d'ajournement

Météo-France peut décider d'ajourner la réception des livrables par une décision motivée.

L'ajournement n'exonère pas le titulaire des pénalités de retard.

Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours pour remédier aux anomalies constatées.

Météo-France procède alors à nouveau aux opérations de vérification dans un délai maximal de huit (8) jours.

Si les vérifications sont positives, Météo-France prononce l'admission par une certification du service fait valant procès-verbal d'admission.

10.3. Décision de rejet

Lorsque Météo-France estime que les livrables ne sont pas conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet et, éventuellement, peut résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public.

11. Obligations du titulaire

11.1. Assurances

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et /ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du marché.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il s'engage à informer expressément Météo-France de toute modification ultérieure de son contrat d'assurance.

11.2. Obligations environnementales du titulaire

Le titulaire du marché est tenu de respecter un certain nombre d'exigences environnementales :

- privilégier le rendu des documents livrables au format dématérialisé et au format papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement ;
- utiliser du matériel informatique disposant d'éco-label ;
- optimiser les déplacements sur le territoire et privilégier des véhicules récents utilisant des énergies alternatives permettant de limiter les gaz à effets de serre ;
- privilégier les réunions de suivi en visioconférence ;
- réaliser un bilan annuel environnemental de l'exécution du marché transmis systématiquement au plus tard un mois après la fin de chaque exercice écoulé, qui peut faire l'objet d'une présentation lors de la réunion annuelle de suivi du marché.

11.3. Accès réglementé aux locaux

L'accès du personnel ou sous-traitants du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire ou son sous-traitant se rapproche du responsable technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site, ainsi que son accompagnement vers les locaux mis à disposition. Ces intervenants doivent impérativement présenter une carte professionnelle. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

11.4. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

11.5. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

11.6. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

12. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la Direction des Systèmes d'Observation est la **Présidente-directrice générale de Météo-France**. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la **Directrice des Systèmes d'Observation**. Elle est l'interlocutrice du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des Systèmes d'Observation
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 TOULOUSE Cedex 01

Le correspondant technique de Météo France est la **Directrice des Systèmes d'Observation** ou son représentant .

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le **Directeur Financier** de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est **l'agent comptable secondaire de Toulouse**.

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 19 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Par dérogation aux articles 3.4.3 et 39.1 du CCAG/PI le titulaire est tenu d'informer Météo-France dans un délai de huit (8) jours tout changement de contact en charge de l'exécution des prestations.

13. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable

13.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Si le titulaire incorpore des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard qui, sans être incorporées aux résultats, sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, il s'engage à ce qu'elles bénéficient d'un régime de licence libre.

13.2. Régime des résultats

Par dérogation aux articles 35.2.1, 35.3.1 et 35.3.2 du CCAG/PI, les résultats sont cédés à Météo-France à titre exclusif. L'exploitation et la publication des résultats par le titulaire ne sont pas autorisées.

14. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

15. Établissement des prix

15.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public.

Ils sont établis dans les conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres : **Juin 2025.**

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les prix des postes de l'annexe financière sont forfaitaires et révisables.

15.2. Coefficient multiplicateur sur la Mission 2

Concernant les prestations relevant de la Mission 2 – assistance technique de l'annexe financière des coefficients multiplicateurs sont appliqués et peuvent être cumulatifs :

- dès lors que la prestation commandée se situe à plus de 200 km de l'agence de référence – Coefficient C1 de 1,20 ;
- dès que les travaux comportent trois ou quatre lots (second niveau technique, ne concerne que les prestations 2.2.2 et 2.2.3) – Coefficient C2 de 1,05.

15.3. Révision des prix

Les prix fixés à l'annexe financière sont révisés annuellement à la date anniversaire et selon la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_0 \times (S_1 / S_0)$$

P_n : Prix révisé

P₀ : Prix initial

S₀ : est l'indice initial correspondant à l'indice Syntec dont la date de valeur est le mois de remise des offres, **soit juin 2025.**

S₁ : est l'indice final correspondant à l'indice Syntec dont la date de valeur est le mois du dernier indice définitif connu à la date de révision.

Le coefficient de révision est calculé par Météo-France et notifié au titulaire.

Les prix à payer sont ceux issus de la dernière révision en date au moment de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations.

Coefficient de révision : le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Disparition de l'indice : En cas de disparition de l'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification au marché public en application des articles L. 2194-1 et 2, R. 2194-1 à 10 du code de la commande publique.

16. Paiements

16.1. Avance

Sauf renoncement du titulaire, le versement de l'avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles L. 2191-2, L. 2191-3, R. 2191-3 et R. 2191-5 à 7 du code de la commande publique.

Une avance est accordée pour la partie forfaitaire si son montant est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à **10 %** d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la partie forfaitaire divisé par sa durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute lorsque le montant des prestations forfaitaires exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la partie forfaitaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

Il n'est pas prévu le versement d'avance pour la partie accord-cadre à bons de commande.

16.2. Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

16.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

16.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : **2536F0066**
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : **18006 0030 02117**.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **36DSOA**.
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) est transmis par Météo-France après la notification du marché public ;

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

depenses.cspfinances-dirs@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

17. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

18. Pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

18.1. Pénalités pour retard pour la partie forfaitaire

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations indiqué dans l'ordre de service est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times X \times J}{400}$$

P = montant de la pénalité

V = montant TTC de l'ordre de service

J = nombre de jours de retard imputables au titulaire.

Les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

18.2. Pénalités pour retard pour la partie à bons de commande

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations indiqué dans le bon de commande est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times J}{50}$$

P = montant de la pénalité

V = montant TTC du bon de commande

J = nombre de jours de retard imputables au titulaire.

Les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

18.3. Modalités d'application des pénalités

L'application des pénalités s'effectue après constitution d'un dossier de pénalités.

Ce dossier est constitué par les services de Météo-France ou les partenaires sans mise en demeure préalable et envoyé au titulaire, qui dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du dossier pour formuler ses observations. Après examen des réponses éventuellement apportées, le pouvoir adjudicateur décide des suites à donner. En l'absence de réponse passé le délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté la pénalité. Météo-France ou les partenaires adressent alors au titulaire une décision portant application des pénalités.

A compter de la réception de ladite décision, le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours pour payer le montant de la pénalité. Passé ce délai, des intérêts moratoires sont appliqués.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

19. Pièces et attestations à fournir

19.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

19.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

19.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

19.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

20. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 19.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 27 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

21. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

22. Dérogations

Le présent marché déroge aux articles suivants du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) :

Article du CCP	Libellé de l'article	Article du CCAG-PI
9.5	En cas de groupement d'opérateurs économiques	3.7.4 – 3.8.4 -12.1.3 et 12.1.4
10	Opérations de vérifications et de réception	28.2
12	Personnes désignées pour l'exécution des prestations	3.4.3 et 39.1
13.2	Régime des résultats	35.2.1, 35.3.1 et 35.3.2

23. Signatures

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement du présent marché et des documents qui y sont mentionnés,

Je m'engage, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux prix mentionnés.

<p>A....., le</p> <p><i>Le titulaire :</i></p> <p><i>(Nom, prénom, qualité du signataire, cachet de l'entreprise)</i></p>	<p>A....., le</p> <p><i>Le représentant du pouvoir adjudicateur :</i></p>
<p>Pour l'État et ses établissements :</p> <p>A....., le</p> <p><i>Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier</i></p>	